ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Enseignement à distance - CNED - classe réglementée - baccalauréat

Question écrite n° 38050

Texte de la question

M. Frédéric Petit alerte M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sur le passage des épreuves communes du baccalauréat pour les élèves inscrits au CNED en classe règlementée. L'annonce, qui concerne les élèves inscrits au CNED en classe réglementée, de l'obligation de se présenter à un examen aux épreuves communes a entraîné un sentiment de grand désarroi auprès des familles concernées. M. le député souhaite rappeler qu'en 2020, les élèves des classes réglementées CNED ont passé le baccalauréat sous contrôle continu sans ces épreuves. Par conséquent, cette année, établissements, élèves et parents d'élèves s'étaient naturellement fiés à l'annonce générale de la fin de premier trimestre sur l'annulation de ces épreuves. Cette annonce ne distinguait pas les élèves du CNED en classe règlementée des autres élèves. M. le député souhaite souligner les obstacles juridiques, sanitaires et pratiques importants que comporte le changement abrupt opéré par le décret publié dans le Bulletin officiel de l'éducation nationale du 25 février 2021 confirmée par une note de service du 11 mars 2021. Outre la rupture d'égalité manifeste avec les élèves des classes homologuées des lycées français à l'étranger qui passeront le baccalauréat 2021 sous contrôle continu, le risque sanitaire qui pèse sur les élèves qui devront passer les examens en présentiel semble inutile. La mesure oblige par ailleurs les élèves à se déplacer dans un contexte mondial peu favorable. En effet, les centres d'examen se trouvent parfois dans un autre pays que le pays de résidence des élèves et forcent ainsi les familles à trouver des moyens légaux pour traverser la frontière. Enfin, les délais pour appliquer correctement cette mesure semblent trop courts et laissent pour certains établissements à peine plus de deux mois pour expliquer aux élèves et aux parents que, finalement, le baccalauréat se déroulera avec des examens en présentiel. Pour ces raisons, il demande que le Gouvernement revienne sur cette décision ou à tout le moins apporte des éclaircissements sur les raisons qui amènent à considérer ce choix comme la seule option envisageable.

Texte de la réponse

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports est particulièrement attentif à garantir les mêmes chances de réussite à chaque candidat au baccalauréat, quel que soit son statut et la modalité dans laquelle s'inscrit sa préparation à l'examen. Cette attention à l'égalité de traitement a pris une acuité particulière dans le contexte sanitaire, qui a nécessité de prendre en compte les spécificités de chaque public dans les mesures mises en place pour tenir compte des conditions dans lesquelles s'est inscrite l'organisation de la session 2021. Dans ce contexte, les élèves en situation de handicap ont bénéficié d'un suivi particulièrement attentif de la part des équipes pédagogiques et des aménagements prévus par la réglementation. Les dispositions du décret n° 2021-557 et de l'arrêté du 7 mai 2021 modificatifs relatifs aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2021 pour l'année scolaire 2020-2021 prévoyaient ainsi que les candidats inscrits au centre national d'enseignement à distance (CNED), conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article R. 426-2 du code de l'éducation en scolarité dite réglementée, faisaient valoir leurs moyennes annuelles au titre des épreuves terminales d'enseignements de spécialité. Ces textes leur permettaient également de faire valoir leurs moyennes annuelles au titre des évaluations ponctuelles de contrôle continu en histoire-géographie, langue vivante A, langue vivante B, enseignement scientifique (dans la voie générale) et mathématiques (dans la voie technologique). Enfin, ils

prévoyaient l'annulation de l'examen ponctuel terminal d'éducation physique et sportive, afin de tenir compte de l'impossibilité dans laquelle les candidats se trouvaient de présenter une moyenne annuelle dans cet enseignement. Depuis la publication de ces textes, la prise en compte des moyennes annuelles au titre des évaluations ponctuelles de contrôle continu en histoire-géographie, langue vivantes A, langue vivantes B, enseignement scientifique (dans la voie générale) et mathématiques (dans la voie technologique) a été élargie aux candidats scolarisés dans un établissement privé hors contrat, et aux candidats inscrits au CNED en scolarité libre ou dans un établissement privé dispensant un enseignement à distance. En lieu et place du livret scolaire, dont ces candidats ne disposent pas, les moyennes annuelles ont été transmises au jury sur un relevé de notes par le représentant de l'établissement d'inscription. Des aménagements bénéficiant à tous les candidats y compris ceux qui étaient inscrits dans un établissement privé hors contrat, ont également été mis en place concernant l'épreuve terminale de philosophie. Les aménagements prévus consistaient à permettre aux candidats de disposer à titre exceptionnel pour la session 2021, d'un choix entre trois sujets de dissertation (au lieu de deux habituellement) en plus du sujet d'explication de texte, comme précisé dans la note de service modificative du 9 février 2021, relative à l'épreuve de philosophie, dans la voie générale et dans la voie technologique. Cette modalité d'organisation de l'épreuve permettait de couvrir un spectre large du programme, et offrait ainsi aux candidats la garantie de composer sur des thèmes effectivement traités pendant l'année. En outre, pour tout candidat disposant d'une moyenne annuelle pour l'enseignement de philosophie, au cours de l'année 2020-2021, la note la plus élevée entre le contrôle continu (moyenne des moyennes trimestrielles ou semestrielles) et la note obtenue à l'épreuve a été retenue automatiquement, sous réserve que le candidat soit présent à l'épreuve ou justifie d'un cas de force majeure s'il était absent. S'agissant de l'épreuve orale terminale dite "Grand oral" tous les candidats ont pu, à titre dérogatoire pour la session 2021, disposer pendant leur exposé de cinq minutes devant le jury, des notes qu'ils avaient prises lors de leur préparation de vingt minutes pendant la première partie de l'épreuve. Ils ont par ailleurs présenté au jury un récapitulatif, visé par leurs professeurs d'enseignement de spécialité et par la direction de leur établissement, des points des programmes qui n'avaient pu être étudiés. Enfin, à titre exceptionnel pour cette session 2021, les candidats scolarisés dans les établissements d'enseignement privés hors contrat ont pu se présenter à une épreuve optionnelle de langues et cultures de l'Antiquité. Toutes ces mesures ont assuré l'égalité de traitement entre les candidats au baccalauréat général et tecchnologique, qu'ils soient scolarisés dans un établissement public, un établissement privé sous hors contrat, ou contrat, ou inscrits au CNED.

Données clés

Auteur : M. Frédéric Petit
Circonscription : Français établis hors de France (7e circonscription) - Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 38050
Rubrique : Enseignement secondaire
Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et sports
Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et sports

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 13 avril 2021, page 3203
Réponse publiée au JO le : 8 mars 2022, page 1530